

Prééminence de la performance financière des institutions de microfinance sur la performance sociale : Cas de l'Afrique subsaharienne

Francis MAPOUKA MBOUNGOU¹

RESUME :

Les institutions de microfinance jouent un rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion en Afrique subsaharienne. Ainsi, la performance sociale et la performance financière constituent des enjeux majeurs. C'est dans cette perspective que cet article vise à étudier la prééminence de la rentabilité et de l'autosuffisance opérationnelle sur la portée sociale. L'analyse porte sur un échantillon de 279 IMF –année étudiée 2012. Les résultats montrent que la performance financière influence la performance sociale des IMF. En revanche la performance sociale est davantage expliquée par l'autosuffisance opérationnelle, c'est-à-dire la capacité d'une IMF à couvrir ses charges d'exploitation par ses revenus financiers, et par sa rentabilité. Par ailleurs, plus le nombre de crédits octroyés par l'IMF est important, meilleure est sa probabilité d'être performante socialement.

Mots clés : Performance financière – Performance sociale –Microfinance – Afrique subsaharienne

¹ Docteur en Sciences de Gestion de l'université de Nice -France
Enseignant- Chercheur à l'Institut Supérieur de Gestion-Université Marien Ngouabi - Brazzaville-Congo
e-mail : mmfabonas@yahoo.fr / Tél : 00242 06 842 25 72

Introduction

Dans son discours de réception du prix Nobel de la paix en décembre 2006 (M. Yunus, K. Weber, 2007, p. 237), Muhammad Yunus a critiqué la commercialisation du microcrédit introduite par l'offre de prêts ou de placements par des acteurs nouveaux dans le secteur, alors que trois années après on apprend que les institutions de microfinance (IMF) ont permis à plus de 100 millions de personnes d'accéder au crédit, d'après le rapport 2009 du Sommet du Microcrédit (S. Daley-Harris, 2009). Bien que ces propos peuvent être justifiés par les travaux de D. Strauss (2008) qui ont présenté entre 2004 et 2006 des placements internationaux qui appuient la transformation des institutions de microfinance pour atteindre jusqu'en 2008 un rythme soutenu par an. Son attaque a étonné, notamment certains financiers que ses initiatives avaient séduites. Elle a été dirigée contre des banques commerciales qui, par leurs activités, pervertiraient la prestation micro financière. Dans ce contexte la performance financière serait donc de nos jours privilégiée par rapport à la performance sociale.

Plusieurs études ont examiné séparément l'efficacité financière et sociale des IMF (D. Drake et E. Rhyne 2002 ; V. Hartarska 2005,2009 ; V. Hartarska et D. Nadolnyak 2007 ; R. Mersland et R.Ø. Strom 2009). A cette liste s'ajoute l'étude de J. M. Servet (2009) qui porte sur la « responsabilité sociale » des organisations privées, publiques ou mixtes délivrant des services microfinanciers. B. Gutierrez-Nieto et C. Sarrano-Cinca (2007) ont tenté d'expliquer la note obtenue par la performance sociale, financière, et par la solvabilité. Tous ces travaux semblent négliger l'influence de la performance financière sur la performance sociale des IMF.

Nous contribuons à la littérature sur la performance des IMF empiriquement et méthodologiquement. L'apport empirique de notre étude se trouve dans l'examen de l'influence de la prééminence de la performance financière sur la performance sociale des IMF. Dans ce sens, nous prolongeons le travail de J.-M. Servet (2009) ainsi que celui de B. Gutierrez-Nieto et C. Sarrano-Cina (2007). L'apport méthodologique de notre étude est de montrer comment la relation entre la performance financière et la performance sociale est testée à l'aide d'une régression logistique ordinaire multiple sur un échantillon composé de 281 IMF de 30 pays de l'Afrique subsaharienne. Par ailleurs, en l'absence d'un biais de sélection potentiel, notre démarche est différente de celle de J. Heckman (1979) qui a utilisé

la procédure en deux étapes du modèle de sélection pour évaluer la robustesse des résultats. Mais, à la suite de B. Gutierrez-Nieto et C. Sarrano-Cina (2007) nous avons effectué autant de régressions logistiques ordinales multiples que nous disposons de variables explicatives.

Les résultats obtenus indiquent que les IMF sont peu rentables et le type de performance qu'elles recherchent et notamment la performance financière est déterminante dans la performance sociale. Par ailleurs, le niveau de la performance sociale est positivement et significativement associé à l'efficacité financière des IMF. Ces résultats nous amènent à conclure que la performance financière mesurée par le rendement des actifs et l'auto-suffisance opérationnelle sont prépondérants à la performance sociale des IMF de l'Afrique Subsaharienne.

La suite du travail se déroule comme suit. Une première partie expose le champ de l'institution de microfinance mobilisé par la présente étude, c'est-à-dire les fondements et enjeux de la performance financière et de la performance sociale dont il s'agira d'observer la prééminence et les relations. D'une part, y sont présentés le cadre conceptuel, ainsi que le contexte opérationnel des performances des IMF que l'on entend hiérarchiser et mettre en relation : la performance financière et la performance sociale. D'autre part, le statut juridique préexistant à la performance sociale se trouve discuté. Notre deuxième partie entend se pencher sur la modélisation de la recherche. A cette fin, elle détaille le modèle, l'échantillon, ainsi que les variables et leur mesure. Une troisième partie restitue d'abord des résultats sous formes de statistiques descriptives et de l'analyse multivariée. Puis, elle commente et analyse nos résultats. Enfin, elle tente d'ouvrir des perspectives de recherches futures.

1. Champ des institutions de microfinance mobilisé

La microfinance se développe progressivement dans la région d'Afrique Subsaharienne à travers des institutions très variées. L'objectif de la plupart de ces IMF est la réduction de la pauvreté. Mais elles visent à réduire la pauvreté tout en restant pérennes. Cependant, cette pérennité doit être assurée par la performance financière qui vise à assurer la rentabilité durable. Quel type de performance recherche l'institution de microfinance ? La performance sociale véhiculant le principe de solidarité et, la performance financière celui de rentabilité de

l'institution. Y-a-t-il un arbitrage à faire entre ces deux types de performances? Existe-il un lien entre les deux performances ?

La microfinance cherche à diminuer la pauvreté en s'appuyant sur les mécanismes du marché (J.-M.Servet, 2009). C'est ce double objectif social et financier qui lui confère un statut particulier par rapport aux actions purement commerciales du secteur privé et aux projets à but caritatif du secteur associatif. C'est aussi ce double objectif qui a fait naître des courants de pensées distincts et en partie divergents au sein de la microfinance. Que doit-on alors en penser ? Faut-il considérer qu'il y a une prééminence d'une performance sur une autre ?

1.1. Fondement et enjeux de la performance financière des IMF

Un renouveau de la pensée économique et financière est nécessaire afin d'étudier à nouveau les conditions de réussite des IMF, d'où l'intérêt manifesté par les économistes et les praticiens dans l'étude de l'efficacité des IMF dans la lutte contre la pauvreté. Ils ouvrent la voie à un traitement de l'efficacité de plus en plus en termes financiers et comptables. L'approche des institutionnalistes (*Institutionalist Approach*) ou de « marché financier » (G.M.Woller, et W.Woodworth, 2001) soutenue par les organismes internationaux tels que la Banque Mondiale et les Nations Unies considère que la manière unique d'atteindre la grande majorité des pauvres sans l'accès aux services financiers est d'augmenter le mouvement de la microfinance à travers son intégration dans le système financier formel. Ainsi, ils cherchent à inscrire les IMF à l'intérieur d'une logique de marché en insistant sur la volonté de la mise en place des systèmes de microfinance pérennes ainsi que sur la volonté de massification du crédit (V.De Briey, 2005).

Chaque IMF devrait alors viser la durabilité financière en maximisant son efficacité et sa productivité. Ainsi, cette approche a été, non seulement, adoptée par la plupart de la littérature éditée dans le domaine de la microfinance, mais aussi elle peut être observée actuellement à travers le processus d'*upgrading*, l'implantation de certaines IMF dans les pays qui offrent un processus de réglementation des institutions spécialisées en microfinance. Ces IMF sont des ONG qui donnent naissance à des institutions financières réglementées au statut de société anonyme et qui s'inscrivent clairement dans une logique de rentabilité (V. De Briey, 2005). Bien que les activités des IMF soient reconnues contribuer sensiblement à réduire la pauvreté dans les pays en développement, deux visions s'opposent : l'une qui met l'accent sur

l'emprunteur à travers les études d'impact et l'autre qui donne l'importance à l'intérêt d'intégrer le secteur de la microfinance dans les marchés financiers (S. Cornée, 2006). Cette dernière vision renvoie à notre sens à la primauté de la performance financière sur la performance sociale.

La performance financière occupe ainsi une place importante dans les principaux axes de continuité ou de survie des IMF, et est considérée comme un déterminant majeur dans le succès ou l'échec des institutions de microfinance. Ceci nous amène à formuler l'hypothèse suivante :

H₁ : Les IMF sont financièrement performantes

1.2. Fondement et enjeux de la performance sociale des IMF

Une institution peut prétendre produire des plus-values financières et des valeurs sociales. Il serait erroné de penser que toutes les institutions de microfinance peuvent en tout lieu et en tout temps être capables de les produire sans hiérarchisation, et par conséquent sans opérer la prééminence d'une performance sur une autre. Ces performances peuvent se révéler complémentaires ou elles peuvent entrer en opposition, de façon simultanée ou pour des échéances différentes. La performance financière d'un côté et la performance sociale de l'autre se situent rarement dans une même dimension temporelle. La première est en général recherchée à court terme alors que la seconde se manifeste à une échéance très souvent lointaine J.-M. Servet (2009). Ce qui n'est pas forcément vrai car la performance sociale peut être dictée par les prévisions de performance financière à court terme. La « responsabilité sociale » (d'où découle la performance sociale) des organisations privées, publiques ou mixtes délivrant des services microfinanciers, doit être entendue comme une offre de services financiers répondant effectivement et efficacement aux besoins des différentes catégories de la population, à un coût devant rester compatible avec leurs capacités à la couvrir.

Il y a neuf ans, les praticiens de la microfinance estimaient que 500 millions de personnes faisant partie de la population pauvre dans le monde demandent des services financiers alors que les institutions de microfinance (IMF) n'atteignaient que 15 à 70 millions d'entre elles (R. Olszyna-Marzys, 2006). Lutter contre la pauvreté est la mission de la microfinance. L'analyse des résultats de cette mission permet d'évaluer la performance sociale des IMF. Deux approches d'évaluation qui sont complémentaires peuvent être adoptées : une approche

centrée sur l'institution à travers la portée sociale et une approche centrée sur les clients à travers l'analyse de l'impact.

Ces efforts, visant à étendre les services de microfinance aux populations non desservies par les institutions financières, définissent la portée sociale (A.L. Lafourcade et al., 2005). Certes, cette portée varie selon le type de l'IMF et les régions ; mais le taux de couverture reste faible. L'impact réel des IMF sur le revenu des pauvres peuvent être renseigné à partir d'une revue des expériences en Asie du sud, en Afrique et en Amérique Latine (T.Montalieu, 2002).

L'inclusion bancaire varie selon les pays de 1 % à presque 100 % des ménages (P.Honohan, 2006 ; S.Morvant-Roux, J.-M.Servet, 2007). En Afrique, ces taux d'inclusion se situent généralement au-dessous de la barre des 20 %, notamment pour l'Afrique de l'Est.

Un récent rapport de la Banque mondiale *Finance for all* en constitue un élément fort (A. Demirgüç-Kunt, T. Beck, P. Honohan, 2007). Le degré et les conditions d'accès aux services financiers faisaient partie des indicateurs reconnus comme performances sociales, mais sans leur accorder jusqu'ici une position privilégiée. Cette question implique aussi leurs sous-traitants techniques (experts et évaluateurs) et des chercheurs (B.Wampfler, I.Guérin, J.-M.Servet, 2006). Les IMF ont alors le plus souvent affiché leur mission de lutter contre la pauvreté, d'insérer les exclus dans les rouages de l'activité économique et de leur rendre leur dignité. Cependant, la performance sociale était considérée comme acquise, comme intrinsèque au mode de fonctionnement des IMF.

La volonté de la création de la performance sociale incite à chercher les éléments qui lui sont prééminents. Nous soulignons alors entre autres ; la performance financière. Ce débat sur la performance financière et sociale se trouve dans l'étude de D. Drake et E. Rhyne (2002). Ces auteurs constatent que pour poursuivre la mission sociale, les premiers fondateurs des ONG doivent être actionnaires à hauteur d'un quart dans la nouvelle institution car un problème de gouvernance peut avoir lieu lorsqu'il y a un équilibre entre les deux objectifs social et financier. S. Cornée (2006) complète en considérant l'autonomie financière comme un critère qui remplit au mieux la mission sociale.

Souscrivant aux affirmations de M. Friedman (1970) et de M. Yunus selon lesquelles la responsabilité sociale d'une entreprise est uniquement de réaliser des profits pour ses actionnaires. Et, quand des objectifs sociaux ou environnementaux sont associés à un objectif

lucratif, la pression au retour sur placement financier l'emporte généralement sur les premiers. Alors, nous formulons les hypothèses ci-après :

H_{2a} : Il existe une relation positive entre la performance financière et la performance sociale des IMF.

H_{2b} Plus la performance financière est élevée, mieux est la performance sociale.

1.3. Statut juridique et performance des IMF

Pour exercer son activité dans un cadre légal, l'IMF doit se doter d'un statut de personne morale. Afin de se développer, les IMF ont besoin d'être réglementées. D'une part, si elles s'adressent aux banques et aux marchés pour se refinancer, elles doivent être surveillées et leurs comptes doivent être transparents. D'autre part, au-delà de leur activité principale de crédit, certaines de ces IMF ont un statut différent des catégories des IMF définies par le *Microfinance Information Exchange* (MIX). Elles reçoivent des dépôts; ces activités engendrent différents risques qui peuvent menacer leur existence. C'est pourquoi les IMF sont caractérisées par une diversité de formes institutionnelles et d'objectifs stratégiques. Les formes juridiques de coopérative, de société privée par actions et d'association pour les organisations non gouvernementales (ONG) dominent l'exercice de l'activité de microfinance dans le monde.

Selon le MIX, les IMF sont classées en 6 catégories : des ONG (à but non lucratif), des coopératives de crédit, des institutions financières non bancaires (IFNB), des banques, des banques rurales et autres. Conformément à son appellation, le statut des ONG est cohérent avec la mission de la micro finance (S. Boyé et al., 2006). Notons que les coopératives et les ONG sont considérées par la littérature en microfinance comme des organisations à but non lucratif. Leur mission est essentiellement à vocation sociale. Les IMF à but lucratif sont constituées principalement de sociétés privées. Ces IMF à but lucratif optent davantage pour une performance financière.

Certains praticiens de la microfinance, à l'instar de V. White et A. Champion (2002), J.Ledgerwood et V.White (2006), soutiennent la thèse selon laquelle il y aurait intérêt à transformer les IMF à but non lucratif en IMF à but lucratif (sociétés privées). Cette thèse, construite autour de l'étude de quelques cas illustratifs de transformations réussies d'ONG en Amérique Latine, est fondée sur deux hypothèses principales. Selon la première, les sociétés

privées auraient une meilleure structure du capital du fait de la possibilité d'accéder aux financements externes. Les études de V.Hartarska (2005) ; R. Mersland et R. Ø.Strom (2008, 2009), de Y. Altunbas et al. 2001 ; E.Gurtner et al. 2002 ; J.-N. Ory et al. 2006), montrent que les organisations à but non lucratif sont au moins aussi performantes que les sociétés privées. M. Adams et al. (2003) montrent que les sociétés par actions tendent à être moins bien notées que les mutuelles d'assurance, ce qui nous permet de faire un parallèle ; les sociétés par action jouissant de toutes les possibilités de prise de risques que les sociétés d'assurances n'ont pas, avec une conséquence d'exigence de performance élevée, leur but lucratif est plus prononcé que les mutuelles d'assurances. Toutes choses égales par ailleurs, les IMF à but lucratif sont alors financièrement plus performantes que les IMF à but non lucratif et, partant de l'hypothèse 1, nous formulons :

H₃: Les IMF à but lucratif enregistrent plus de performance sociale que celles à but non lucratif.

Ces différences de performances seraient dues à l'environnement concurrentiel des IMF et non aux effets macroéconomiques et politiques que l'on observe dans ces pays de l'Afrique Subsaharienne que nous considérons comme homogènes. Bien qu'un effet « pays » peut être identifié et confirmé par les résultats de B.Gutiérrez-Nieto et al. (2005), nous considérons que cet effet n'est pas significatif entre les pays de la région de l'Afrique Subsaharienne qui présentent quasiment les mêmes caractéristiques macroéconomiques.

2. Modélisation

L'objectif de cet article est d'étudier le type de performance que recherchent les institutions de microfinance et d'analyser la relation entre performance financière et performance sociale, ainsi que celle entre forme juridique et performance sociale de ces organisations à travers les données de l'Afrique subsaharienne.

2.1. Modèle

L'économétrie des variables quantitatives est une démarche de recherche souvent utilisée dans les études portant sur la performance. La régression logistique ordinaire des variables qualitatives comme méthode d'estimation est aussi privilégiée dans les recherches sur les déterminants de la notation dans les entreprises non-financières (Ashbaugh-Skaife et al. 2006) et dans la microfinance (B.Gutierrez-Nieto et C.Serrano-Cinca 2007, H.Tchakoute Tchougoua 2012). La notation dépendant en grande partie de la performance, notre démarche d'analyse sélectionnée s'inscrit dans la discipline de ce mouvement. Les IMF recherchent avant tout la performance financière. Cette prééminence rend la performance sociale dépendante. En effet, notre variable dépendante, la performance sociale, étant non métrique (catégorielle) et mesurée par une échelle ordinaire, le modèle de régression logistique ordinaire semble le plus approprié pour expliquer la primauté de la performance financière sur la performance sociale, ainsi que la relation entre les deux.

Le modèle testé est le suivant :

$$\text{Performance sociale} = \beta_i [1 + \text{Performance Financière} + \text{statut (forme juridique)}] + \varepsilon$$

2.2. Echantillon

L'échantillon de recherche comprend 279 IMF africaines sélectionnées à partir de la base de *Microfinance Information Exchange* (MIX). Cette base de données qui contient plusieurs IMF nous a fourni les données financières et institutionnelles. Les IMF concernées appartiennent à 30 pays africains subsahariens. Toutes ces IMF ont des informations financières et institutionnelles nécessaires sur 2012, l'année retenue pour notre recherche.

2.3. Variables du modèle et leur mesure

Les variables et leur mesure sont développées ci-dessous :

2.3.1. Variables dépendantes

Dans la présente étude, les indicateurs retenus pour mesurer la performance sociale sont le nombre d'emprunteurs actifs et la taille du crédit. La performance sociale créée par les IMF de l'Afrique subsaharienne est différente suivant les échelles. Ces échelles étant différentes d'une IMF à une autre, nous les avons regroupées autour de trois principales modalités : modalité 1 : forte ; modalité 2 : moyenne ; modalité 3 : faible. Les statistiques descriptives

relatives aux échelles de performance sociale indiquent que seules deux IMF ont réalisé une performance sociale forte. Ainsi, la variable expliquée « Performance Sociale » prend la valeur 1 si l'IMF a une performance sociale au moins bonne (32% des IMF observées), la valeur 2 si sa performance sociale est moyenne (38%), la valeur 3 si sa performance sociale est insuffisante (30%).

2.3.2. Variables indépendantes

Dans notre recherche, les variables explicatives incluent la performance financière et la forme juridiques des IMF. Les indicateurs de la performance financière sont la rentabilité économique et l'autosuffisance opérationnelle. Le premier mesure la capacité de l'IMF à utiliser ses actifs pour générer un rendement et, le second, la capacité de l'IMF à couvrir ses coûts avec ses produits d'exploitation. Le statut juridique retenu par l'IMF est représentée par la variable dichotomique FORM_JUR qui prend la valeur 0 si l'IMF n'est pas à but lucratif (58%) et 1 si non (42%).

Dans la mesure où les IMF proviennent de 30 pays différents, nous n'avons pas eu besoin de contrôler le modèle par un indicateur de gouvernance macroéconomique, à savoir la qualité de la réglementation comme l'a fait H.Tchakoute Tchuigoua (2012) dans son étude sur la notation des microfinances. Car les institutions de microfinance retenues dans notre étude dont la liste est présentée en annexe A, appartiennent aux pays de l'Afrique Subsaharienne dont les caractéristiques en matière de réglementation sont quasiment semblables. Le tableau 1 donne la liste et la description des variables retenues dans cette étude.

Tableau 1 : Description et opérationnalisation des variables

Variable	Indicateur de la variable	Description
Variable dépendante		
Performance sociale	La portée : nombre d'emprunteurs actifs (LN_NEA)	Logarithme népérien du nombre d'emprunteurs actifs Si $NEA > 30\ 000$, alors la portée est forte Si $10\ 000 \leq NEA \leq 30\ 000$, alors la portée est moyenne Si $6000 \leq NEA < 10\ 000$, alors la portée est faible Dans aucun des cas la portée est nulle
	Taille du crédit	Encours de crédit moyen par emprunteur/ Revenu national brut par habitant en dollar US. Il mesure le montant moyen de crédit. Des valeurs élevées (TA_CR>1) indiquent que les IMF prêtent aux plus

Variables explicatives	(TA_CR)	riches (Hartarska, 2005) Donc pour nous la portée est nulle (PS=0)
Performance financière	Rentabilité économique (ROA)	Variable binaire : 0 si [(résultat net d'exploitation)/(montant moyen des actifs)] < 0, 1 sinon. Mesure de la capacité de l'IMF à utiliser ses actifs pour générer un rendement
Statut	Autosuffisance opérationnelle (AO)	Variable binaire : 0 si [(produits financiers)/(charges financières + dotations aux provisions pour créances douteuses + charges d'exploitation)] < 0, 1 sinon Capacité de l'IMF à couvrir ses coûts avec ses produits d'exploitations
	Forme Juridique (FORM_JUR)	Variable binaire : 0 si l'IMF n'a pas un but lucratif, 1 sinon.

Source : L'auteur à partir de la revue de la littérature, des indications de Planet rating et de notre modèle

3. Résultats

Les propriétés des variables sont examinées en utilisant la régression logistique ordinaire. Bien avant, la description des variables est faite en décrivant d'abord les variables continues puis les variables qualitatives.

3.1. Statistiques descriptives

Le tableau 2 présente des statistiques descriptives relativement aux caractéristiques des IMF de notre échantillon. Les IMF d'Afrique subsaharienne ne sont pas rentables. Le ROA moyen est de -0,01. A l'inverse, elles sont financièrement viables.

L'autosuffisance opérationnelle moyenne est de 1,09. La taille moyenne des prêts est inférieure à 1, plus précisément, elle est de 0,88 montrant que les IMF prêtent davantage aux pauvres. La portée est moyenne est de 28 589,59 emprunteurs actifs.

Le tableau montre également que les IMF ayant une forte performance financière ont une performance sociale plus élevée que celle des IMF ayant une faible performance financière.

Tableau 2₁ : Statistiques descriptible des variables continues [Total (n= 279)]

Variables	IMF ayant une PS= 0 (97)				IMF ayant une PS > 0 (182)				Test de
	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum	comparaison
ROA	-0,05	0,13	-0,26	0,10	0,01	0,11	-0,25	0,1	t-test -3,61***

AO	0,89	0,33	0,48	1,67	1,09	0,29	0,48	1,68	-3,52**
NEA	23682,59	77516,19	141	579813	28589,59	69522,32	109	536907	-3,41**
TA_CR	0,98	1,03	0,10	4,8	0,88	0,91	0,09	4,7	0,71

NB : *** et ** désignent la significativité du test au seuil de 1% et 5% ; ROA , AO, NEA et TA_CR indiquent respectivement la Rentabilité, l'Autosuffisance opérationnelle , le Nombre d'emprunteur actifs et la Taille des prêts.

Tableau 2₂ : Statistiques descriptives des variables qualitatives

Variabes	Modalités	Fréquence	Pourcentage
Performance Sociale	1	59	32
	2	69	38
	3	56	30
	Total	184	100
FORM_JUR	0	162	58
	1	117	42
	Total	279	100

NB : FORM_JUR désigne le statut des IMF (But lucratif ou non)

Les tableaux 2 et l'annexe 2 présentent la fréquence des variables binaires et la corrélation de Pearson. Il en ressort qu'une grande majorité des IMF est constituée sous la forme d'organisation à but non lucratif (58%).

Par ailleurs, en examinant la multicolinéarité des variables explicatives (annexe B), nous avons observé quelques fortes corrélations significatives. Il s'agit notamment de celles entre le ROA et l'AO (0,799), de celles entre la performance financière (ROA et AO) et la performance sociale et finalement, de la relation entre le montant moyen de crédit (TA_CR) et le nombre d'emprunteurs actifs (NEA) (-0,094). Cependant, pour éviter que la forte corrélation entre l'Autosuffisance Opérationnelle (AO) et la rentabilité des actifs (ROA) perturbe le modèle et l'estimation des coefficients, nous avons testé le modèle (1) en négligeant la variable « ROA » et le modèle (2) en négligeant la variable « AO »

3.2. Principaux résultats d'analyse multivariée

Le modèle de régression testé est le suivant :

$$\text{Performance Sociale} = \beta_0 + \beta_1 \text{ROA} + \beta_2 \text{AO} + \beta_3 \text{FORM_JUR} + \varepsilon$$

(Equation des déterminants de la performance sociale)

Le tableau 3 présente les résultats de l'analyse économétrique. Deux modèles sont testés. Les modèles 1 et 2 sont estimés à l'aide d'une régression logistique ordinaire. Le test du ratio de vraisemblance nous a permis de vérifier la validité globale des modèles. Il montre que les modèles sont fortement significatifs dans l'ensemble. La statistique du Chi-Deux (60,64 pour le modèle 1 et 56,29 pour le modèle 2) est significative au seuil de 1%. Le test de proportionnalité du rapport de vraisemblance et le test de Brant montrent que les modèles obéissent à l'hypothèse des pentes égales. D'autre part le pouvoir explicatif de la variable *hat-squared* (carré de la prédiction) n'est pas statistiquement significatif dans les deux modèles. Ces résultats montrent que les modèles sont bien spécifiés et qu'il n'existe pas de différence significative entre les valeurs prédites et les valeurs actuelles de la variable expliquée (Performance Sociale). L'ajustement du modèle semble acceptable.

Tableau 3 : Résultats du modèle explicatif de la performance sociale

	Régression logistique ordinaire	
	Modèle 1	Modèle 2
FORM_JUR	-0,841* (-1,88)	-0,884** (-1,95)
AO	2,479*** (2,40)	
ROA		8,645*** (1,73)
LN_NEA	1,056*** (4,58)	0,882*** (4,56)
TA_CR	0,315 (0,96)	0,461 (1,46)
LR Chi 2	60,64***	56,29***
Pseudo R2	27,81%	26,02%
Brant test (chi 2)	-29,26	-25,54
Hat-squared	0,046 (-0,74)	0,036 (0,49)
N	182	182

*NB : *** et * désignent la significativité du test au seuil de 1% et 10% ; ROA, AO, NEA, TA_CR et FORM_JUR indiquent respectivement la Rentabilité, l'Autosuffisance opérationnelle, le Nombre d'emprunteur actifs, la Taille des prêts et le statut des IMF.*

Les variables AO et ROA des modèles 1 et 2 semblent suffisantes pour influencer significativement la performance sociale. Les coefficients de ces dernières sont positifs et significatifs indiquant que l'autosuffisance opérationnelle et la rentabilité des actifs sont associées à la performance sociale au seuil de 10%. Les hypothèses H_1 , H_{2a} et H_{2b} sont donc validées. Ainsi, la performance financière est mise au premier rang et elle influe sur la performance sociale. Le statut de l'IMF (FORM_JUR) influence négativement et significativement la performance sociale. Cette relation est significative à 10% dans les deux modèles. L'hypothèse H_3 est aussi validée. Ainsi, la forme juridique est perçue par les IMF comme un dispositif aidant à promouvoir une bonne gestion.

Ces résultats sont corroborés par les travaux de J.B. McCuire et al (1988), Griffin et Mahon (1997), S.Waddock et S.B. Graves (1997), A.McWilliams et D.Siegel (2000), qui trouvent un lien univoque entre la performance financière et la performance sociale, mais s'écartent de ceux de B.Gutiérrez-Nieto et al. (2007) qui ne confirment pas cette relation et, de S. Cornée (2007) qui souligne qu'une baisse du niveau de PF engendre un niveau supérieur de PS, et enfin, K.Aupperle et al (1985) qui, travaillant sur l'aspect social des entreprises, indiquent que toute initiative socialement responsable éloigne les dirigeants de leur objectif de maximisation du profit.

Par ailleurs, nos résultats sont proches de Polanco (2005). Il sous-entend que les IMF africaines financièrement rentables ont une meilleure performance sociale. Nous trouvons une relation positive et significative entre la performance financière et la portée (nombre d'emprunteurs actifs). La performance financière est associée au nombre de crédits accordés. Meilleure est la performance financière, plus grand est le nombre de crédit accordés. Ce résultat ne permet pas de confirmer les conclusions de F. Olivares.-Polanco (2005), selon lesquelles il y aurait un arbitrage entre la rentabilité et la portée sociale.

Les résultats incitent à conclure que le nombre d'emprunteurs et la taille du crédit semblent déterminants dans la performance sociale des IMF de l'Afrique subsaharienne. La performance sociale de ces IMF africaines est donc liée davantage à la performance financière. D'où cette prééminence de la performance financière sur la performance sociale. Le statut ou la forme juridique est pris en compte et semble avoir autant d'importance que la performance financière dans la création de la performance sociale.

Le tableau 4 renseigne sur les effets marginaux obtenus après l'évaluation des modèles 1 et 2. Le but lucratif (FORM_JUR) accroît la probabilité qu'une IMF ait une faible performance sociale d'environ 17,20% et 19,30% respectivement pour le modèle 1 et le modèle 2.

Tableau 4 : Résultat des effets marginaux

	Modèle 1			Modèle 2		
	Ps forte	Ps moyenne	Ps faible	Ps forte	Ps moyenne	Ps faible
FORM_JUR	0,172	-0,022	-0,159	0,193	-0,036	-0,163
AO	-0,576	-0,050	0,619			
ROA				-1,690	0,06	1,73
LN_NEA	-0,178	-0,018	0,191	-0,177	0,006	0,176
TA_CR	-0,051	-0,002	0,054	-0,081	0,0003	0,079

NB : Ps désignent la performance sociale ; ROA , AO, NEA et TA_CR indiquent respectivement la Rentabilité, l'Autosuffisance opérationnelle , le Nombre d'emprunteur actifs et la Taille des prêts.

Les effets marginaux sont négatifs pour l'autosuffisance opérationnelle et la performance financière. Ceci explique qu'une augmentation de l'autosuffisance opérationnelle d'un point (1%) diminue significativement la probabilité d'avoir une faible performance sociale. Une augmentation d'un point de pourcentage du nombre de crédits accordés accroît sensiblement la chance d'avoir une augmentation de la performance sociale de 19,30%.

Conclusion

Notre étude a permis de vérifier le type de performance que recherchent les institutions de microfinance et le lien entre la performance financière et la performance sociale. La performance financière apparaît être privilégiée par rapport à la performance sociale. Fort de cette constatation, cette recherche apporte une contribution à la littérature sur la performance sociale des IMF en étudiant le pouvoir explicatif de la prééminence de la performance financière et de la forme juridique sur la performance sociale des IMF de l'Afrique subsaharienne. Pour ce faire, une hypothèse principale a été formulée, à savoir que les IMF

présentant une bonne performance financière ont une probabilité élevée d'avoir une forte performance sociale. Les résultats obtenus semblent valider cette hypothèse.

En effet, à partir d'une régression logistique ordinale, un échantillon de 182 IMF issue de la base MIX 2012 ayant une performance sociale forte, moyenne ou faible a été étudié. Les résultats montrent que la combinaison performance financière et forme juridique n'est pas déterminante dans la performance sociale des IMF. En revanche, il apparaît qu'une meilleure performance sociale est davantage associée à une meilleure autosuffisance opérationnelle et à une meilleure portée sociale. De surcroît, être une IMF à but non lucratif a une influence positive et significative sur la performance sociale.

Cette recherche a mis en évidence les déterminants de la performance sociale en analysant le rôle joué par la performance financière et la forme juridique dans les IMF d'Afrique Subsaharienne. Cependant, quelques limites nous amènent à relativiser la portée de nos conclusions. L'étude regroupe les IMF sans les distinguer en fonction d'âge. A cause de leur difficile traitement, l'ancienneté et l'effet pays ont été négligés, et n'ont pas été pris en compte. Cela aurait pu apporter davantage de pertinence et de robustesse à nos conclusions.

Références bibliographiques :

Adams. M., Burton. B., Hardwick. P., « The determinants of credit ratings in the United Kingdom insurance industry », 2003. *Journal of Business Finance and Accounting*, 30 (4): 539-572.

Altunbas. Y., Evans. L., « Molyneux. P., Bank ownership and efficiency », 2001. *Journal of Money, Credit and Banking*, 33 (4):926-954.

Ashbaugh-Skaife. H., Collins. D., Lafond. R., « The effects of corporate governance on firms' credit rating », 2006. *Journal of Accounting and Economics*, 42 (1): 203-243

Aupperle. K., Carroll Archie. B., Hatfield. J. D., « An Empirical Examination of the Relationship between Corporate Social Responsibility and Profitability», 1985. *Academy of Management Journal*, 28 (2) 446-463.

Boyé. S., Hajdenberg. J., Poursat. C., 2006. *Le guide de la microfinance, microcrédit et épargne pour le développement*, Paris, Editions d'Organisations, 162p.

Cornée. S., 2007. *Une proposition d'évaluation conjointe des performances sociales et financières en microfinance*. Cerise- Comité d'Echanges, de Réflexion et d'Information sur les systèmes d'Epargne-SPI3, Document de travail n°3.

Daley-Harris. S., 2009. *State of the Microcredit Summit Campaign Report ; Microcredit Summit Campaign*, Washington, DC, USA.

-
- De Briey. V., « Plein feu sur la microfinance », 2005. *Regards Economiques*, 28 (3) :1-14.
- Demirgüç-Kunt. A., Beck. T., Honahan. P., 2007. *Finance for all? : policies and pitfalls in expanding access*. Library of congress cataloging-in-publication Data.
- Drake. D., Rhyne. E., 2002. *The Commercialization of Microfinance: Balancing Business and Development*, Bloomfield, Kumarian Press.
- Friedman. M.,1970. *The Social Responsibility of Business is to Increase its Profits*. The New Times Magazine, Sept. 13.
- Griffin. J., Mahon Mahon. F., « The Corporate Social Performance and Corporate Financial Performance Debate: Twenty-Five Years of Incomparable Research » , 1997. *Business & Society*, March .
- Gurtner. E., Jaeger. M., Ory. J.N., « Le statut de cooperative est –il source d’efficacité dans le secteur bancaire? », 2002. *Revue d’Economie Financière*, 67 :133 -163.
- Gutiérrez-Nieto. B., Serrano-Cinca. C., Molinero. M. C., « Micro finance Institutions and Efficiency », 2005. *Omega International Journal of Management Science*, 35(1): 131- 142.
- Gutiérrez-Nieto. B., Serrano-Cinca. C., Molinero. M.C., « Social efficiency in microfinance institutions », 2007. *Journal of the Operational Research Society*; November, pp1-16.
- Gutierrez-Nieto. B., Serrano-Cinca. C., « Factors Influencing Funder Loyalty to Microfinance Institutions », 2010. *Nonprofit & Voluntary Sector Quarterly*, Ed Elsevier, 39 (2) : 302-320.
- Hartarska. V., « Governance and performance of microfinance institutions in Central Eastern Europe and the newly independent states », 2005. *World Development*, 33 (10): 1627-1643.
- Hartarska. V., « The impact of outside control in microfinance », 2009. *Managerial Finance*, 35 (12): 975-989.
- Hartarska. V., Nadolnyak. D., « Do regulated microfinance institutions achieve better sustainability and outreach? Cross Country Evidence », 2007. *Applied Economics*,39 (10): 1207-1222.
- Heckman. J., « Sample selection bias as a specification error », 1979. *Econometrica*, 47 (1): 61-153.
- Honahan. P., « Household financial assets in the process of development », 2006. *World Bank Policy Research*, Working Paper 3965, July.
- Lafoucarde. A.L., Isern. J., Mwangi. P., Brown. M., « Etude sur la portée et les performances financières des institutions de microfinances en Afrique », 2005. *The Micro Banking Bulletin*, 12: 3-21.
- Ledgerwood. J., White. V., 2006. *Transforming microfinance institutions: Providing full financial services to the poor*. World Bank.
- McGuire. J.B., Sundgren. A., Schneeweiss. T., « Corporate Social Responsibility and Firm Financial Performance », 1988. *Academy of Management Journal*,31 (4), 504-521.

McWilliams. A., Siegel. D., « Corporate social responsibility and financial performance: correlations or misspecification? », 2000. *Strategic Management Journal*, 21(1) : 603-609.

Mersland. R., « The Cost of Ownership in Microfinance Organizations », 2009. *World Development, Elsevier*; vol. 37(2):469-478. *Micro Banking Bulletin*.

Montalieu. T., « Les institutions de micro-crédit : entre promesses et doutes quelles pratiques bancaires pour quels effets ? », 2002. *Monde en développement*, 3(n°119)

Morvant-Roux. S., 2009. *Processus d'appropriation des dispositifs de microfinance : un exemple en milieu rural mexicain*. Université Lumière Lyon 2, Thèse en Économie.

Olszyna-Marzys. R., 2006. *Microfinance institutions: profitability at the service of outreach? A study of the microfinance industry in the ECA region*. College of Europe Bruges campus, European economic studies department.

Ory. J.N., Jaeger. M., Gurtner. E., « La banque à forme coopérative peut-elle soutenir durablement la compétition avec la banque SA? », 2006. *Finance Contrôle Stratégie* ; 9 (2) : 121-157.

Olivares.-Polanco. F., « Commercializing Microfinance and Deepening outreach? Empirical Evidence from Latin America », 2005. *Journal of Microfinance*, 7 (2): 47-69.

Servet. J.M., « Responsabilité Sociale Versus performances sociales en microfinance », 2009. *Revue Tiers Monde*, 197 (1): 1 55-70.

Strauss. D., « Microfinance urged to raise standards », 2008. *Financial Times*, March 2.

Tchakoute Tchuigoua. H., «Gouvernance et notation des institutions de microfinance : Une étude empirique des institutions de microfinance africaines », 2012. *Comptabilité-Contrôle-Audit*, 18 (1) : 153-182.

Waddock. S. A., Graves. S.B., « The corporate Social performance-Financial performance Link », 1997. *Academy of management Review*, 10 (4): 303-319.

White. V., Champion. A., 2002. *Transformation: journey from NGO to regulated MFI. In The commercialization of microfinance: Balancing business and development*. Connecticut: Kmarian Press.

Woller Gary. M., Woodworth. W., « Microcredit as a grass-roots policy for international », 2001. *Policy studies journal*, vol 29, N°2 (267-282)

Yunus. M., Weber. K., 2007. *Creating a world without poverty, Social business and the future of capitalism*. New York: Public Affairs.

ANNEXE A : DONNEES DES IMF DES PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

	Nom	Pays	Gross Loan Portfolio	Total Borrowers	Return on Assets
1	KixiCredito	Angola	13,223,198	12,686	5.06%
2	NovoBanco		7,410,000	2,273	-0.25%
3	2CM		1,400,106	3,708	-8.72%
4	ACFB		2,776,555	16,283	-6.50%
5	AFRICA FINANCES		292,394	402	7.20%
6	ALIDé		3,518,304	17,656	2.01%
7	ASSOPIL		125,290	3,361	18.07%
8	CERIDAA		50,987	805	-28.01%
9	CODES		356,036	16	3.18%
10	FECECAM	Benin	55,383,887	114,371	0.71%
11	FIDEVIE		198,852	3,700	8.19%
12	IAMD		56,537	2,772	4.85%
13	Maritime		23,970	293	-6.97%
14	MDB		1,382,838	5,302	-4.85%
15	MODEC		1,570,588	2,545	-2.60%
16	PAPME		12,953,823	8,290	-10.11%
17	RENACA		5,921,379	17,184	-4.54%
18	SIAN'SON		2,030,789	6,419	4.37%
19	Vital Finance		12,732,471	13,792	2.09%
20	GRAINE sarl	Burkina faso	3,612,790	40,446	-1.12%
21	LSK		92,690	228	-25.57%
22	Micro Start		2,154,380	16,005	5.12%
23	RCPB		129,827,721	151,231	1.54%
24	SOFIPE SARL		513,026	1,332	-13.94%
25	UCEC Sahel		1,040,906	3,340	-3.19%
26	CECAD	Burundi	17,823,058	33,091	3.88%
27	CECM		3,760,917	13,999	2.60%
28	FENACOBUBU		4,016,239	14,112	-3.94%
29	MUTEC		2,431,216	3,474	-0.18%
30	Turame Community Finance		1,463,167	18,183	-3.34%
31	WISE	Cameroun	1,068,161	2,241	-0.26%
32	ACEP Cameroon		27,624,135	9,956	4.23%
33	Advans Cameroun		19,717,099	9,089	-1.39%
34	CAC		503,526	25,732	0.69%
35	CCA		48,407,982	57,285	0.56%
36	CECAW		902,091	2,645	1.11%
37	CRENAC		58,942	978	1.65%
38	GECEFIC		2,224,049	1,803	-1.61%
39	MIFED		1,678,732	9,674	-0.55%
40	MIGEC SA		886,112	332	1.09%
41	MUFFA		542,668	618	2.23%
42	Oasis Microfinance		1,083,972	2,650	17.48%
43	RENAPROV Finance SA		1,751,498	1,147	9.87%
44	SAILD		539,951	2,800	-4.38%
45	SOS Women		104,773	296	-24.56%
46	CMCA	Centrafrique	3,577,772	2,772	-0.75%
47	CAPPED		2,377,653	50,338	1,7485

	Nom	Pays	Gross Loan Portfolio	Total Borrowers	Return on Assets
48	CFCM	Congo-Brazzaville	7,628	14	-14.70%
49	CAPEB	Congo RDC	83,356	540	-8.82%
50	COOPEC Bosangani		46,876	258	-8.81%
51	COOPEC CAMEC MN		79,178	281	8.63%
52	COOPEC IDECE NIOKI		39,453	232	0.21%
53	COOPEC Nyawera		5,206,833	1,429	-2.67%
54	COOPEC/ACCO		31,723	243	-1.24%
55	FCPCL CBCO		23,827	1,350	-0.77%
56	FINCA - DRC		19,031,497	77,419	9.48%
57	Hekima		1,177,959	11,716	-1.99%
58	IMF HOPE RDC		1,084,329	11,160	-24.21%
59	NORKA		3,796	44	3.03%
60	PAIDEK		2,131,797	11,470	-1.07%
61	ProCredit Bank-		44,921,036	5,869	-0.06%
62	ABIDJAN CREDIT		Cote d'ivoire	193,245	101
63	AE&I	2,242,483		4,203	-18.45%
64	CANARI	2,171		11	-18.75%
65	CEFA	411,028		351	4.19%
66	CEP-CECREV	395,050		757	-11.77%
67	CFCC	2,115,526		516	-57.44%
68	CICE	2,645,209		2,049	-1.65%
69	CPFCI	62,069		85	-1.64%
70	Diaspora finances	70,994		194	-10.26%
71	Express Finance	115,893		62	-66.51%
72	GES-CI	4,057,325		1,186	1.57%
73	IFECC	104,309		90	3.03%
74	La Financière	458,437		504	3.58%
75	MA2E	1,854,396		1,139	-3.86%
76	MicroCred	6,017,592	3,385	-41.76%	
77	MUCREFFBO	627,494	1,296	-10.04%	
78	MUDEC	903,177	1,617	-3.71%	
79	MUTAS-RCEMAF	196,793	296	2.28%	
80	MUCREFAB	2,399,370	1,626	0.55%	
81	GAMIFI SA	Gabon	1,156,766	907	-30.02%
82	GAWFA	Gambie	612,892	9,836	-8.95%
83	AGFS	Ghana	70,786	95	8.97%
84	Bessfa RB		701,595	46,838	2.85%
85	CARD Ghana		323,144	2,419	8.83%
86	CEDEF		41,007	1,240	-5.14%
87	CFF		256,428	1,586	-1.32%
88	Daasgift Quality Foundation		37,170	408	-4.61%
89	Dwetire		118,442	1,233	26.56%
90	EB-ACCION		8,321,146	8,843	2.36%
91	ECLOF - GHA		1,563,634	7,167	-4.11%
92	ELDA		76,355	1,130	11.73%
93	First Allied S&L		30,940,579	14,471	2.72%
94	Gambaga RB		580,358	8,419	5.00%
95	Grameen Ghana		613,616	11,806	-0.69%
96	Juaben RB		4,649,890	9,418	3.50%
97	Kakum RB	4,085,786	7,402	3.49%	
98	La Community Bank	3,306,919	5,431	3.94%	
99	Maata-N-Tudu	1,239,123	12,980	1.32%	

	Nom	Pays	Gross Loan Portfolio	Total Borrowers	Return on Assets
100	Mepe RB		282,729	751	-0.51%
101	MMP		35	1,211	20.90%
102	Naara RB		1,535,877	2,618	3.09%
103	Otuasekan RB		3,030,976	5,942	2.76%
104	Sinapi Aba Trust		36,939,397	133,420	3.60%
105	Sonzele RB		309,847	991	2.63%
106	Toende RB		109,552	1,003	1.67%
107	Upper Manya RB		5,785,276	13,556	5.26%
108	WMCB		373,938	3,340	2.04%
109	WWB Ghana		5,169,029	6,224	-7.23%
110	Y-SEF		111,029	390	37.85%
111	CPC-ADIM	Guinée Bissau	66,068	229	-41.05%
112	MCPC No pega nimba		41,671	132	-9.13%
113	MPC AMID		133,297	734	-56.10%
114	CRG	Guinée conakry	6,153,653	86,959	2.23%
115	MIGUI		47,108	140	-2.14%
116	Pride Finance		944,858	1,867	-10.15%
117	RCCECG		26,800	90	-0.14%
118	BIMAS	Kenya	4,716,861	10,221	3.04%
119	DRC Microfinance		2,390	18	-17.61%
120	Eb-F		249,882	4,237	31.36%
121	Equity Bank		1,280,438,105	630,088	6.19%
122	Faulu - KEN		38,946,592	82,328	-0.47%
123	Juhudi Kilimo		1,927,735	4,506	-8.01%
124	KWFT		134,863,131	279,850	1.20%
125	MCL		2,234,046	15,865	4.26%
126	Musoni		929,708	6,831	-7.96%
127	RAFODE		321,271	2,810	-1.31%
128	SEED		263,875	1,087	7.44%
129	SISDO		2,478,520	7,314	-6.55%
130	SMEP		18,035,174	52,139	0.84%
131	UBK		126,180	1,429	37.00%
132	Ufanisi - AFR		125,949	1,200	34.81%
133	WEEC		313,299	2,895	-5.76%
134	Yehu		450,449	6,147	-12.27%
135	BRAC - LBR	Liberia	3,686,059	25,814	-6.41%
136	LEAP		1,172,485	20,438	4.97%
137	CUMO	Malawi	1,771,320	50,798	-1.56%
138	ECLOF - MAL		395,097	1,500	-11.36%
139	MLF MWI		1,287,915	18,990	-37.45%
140	MUSCCO		3,249,790	56,139	1.34%
141	OIBM		24,636,872	53,536	-7.64%
142	CACOEC	Mali	111,286	856	-10.13%
143	CAECE- Jigiseme		10,202,577	2,639	1.63%
144	CAMEC		2,928,344	7,544	-11.76%
145	CMEC/PDR/SAN		131,127	5,817	-4.36%
146	CVECA Kita/Bafo		2,180,449	8,098	3.13%
147	Jemeni		19,742,550	9,012	0.67%
148	Jigiyaso Ba		4,081,585	4,371	-3.37%
149	Kafo Jiginew		42,071,255	46,425	0.59%
150	Kondo Jigima		11,675,635	7,809	-5.24%
151	AfricaWorks		1,963,227	5,077	19.39%
152	FCC		680,070	2,801	2.55%
153	FDM		937,623	4,602	-17.50%
154	Hluvuku	2,821,046	5,242	7.70%	

	Nom	Pays	Gross Loan Portfolio	Total Borrowers	Return on Assets
155	NovoBanco - MOZ	Mozambique	32,734,246	15,916	0.24%
156	Piyeli		4,428,711	6,781	7.24%
157	Réseau KARABARABA		341,103	1,870	1.92%
158	RMCR		3,562,129	37,930	-5.17%
159	Soro Yiriwaso		8,729,125	72,583	0.74%
160	Koshi Yomuti	Namibie	406,048	2,731	-30.70%
161	ASUSU CIIGABA	Niger	9,378,240	53,511	0.81%
162	COOPEC Hinfani		586,272	231	1.45%
163	Financière de l'Aïr		288,249	614	5.60%
164	MECREF		2,700,964	2,483	1.65%
165	N'gada		502,860	849	-9.19%
166	Taanadi		3,738,193	16,155	0.13%
167	Alliance MFB		817,749	714	7.11%
168	AMfB		9,805,111	12,454	11.58%
169	Ascend Nigeria		449,350	7,800	18.52%
170	Awe MFB		69,020	100	-4.93%
171	Chikum MFB	Nigeria	562	371	5.17%
172	DEC		7,019,730	69,289	9.05%
173	Excel MFB		1,440,185	2,501	9.29%
174	FADU		1,351,953	134,538	0.39%
175	Greenland MFB		276,167	227	3.23%
176	Hasal MFB		4,570,407	955	3.89%
177	Ibu-Aje MFB		371,615	1,103	-7.30%
178	ICMFB		311,889	895	-42.08%
179	Ikoyi-Ile MFB		259,803	709	9.89%
180	Ilobu Community Bank		418,021	296	2.94%
181	IMFB		24,465,686	23,304	5.47%
182	Iperu MFB		361,498	266	-7.17%
183	Karis MFB		136,635	220	-1.61%
184	LAPO-NGR		70,247,885	421,126	5.19%
185	LFH		276,423	1,882	9.51%
186	LMI		32,434	6,800	-14.69%
187	MBA MFB		297,207	567	3.34%
188	Moyofade MFB		353,699	1,858	5.16%
189	Mutual Alliance S&L		175,179	2,500	-8.11%
190	Nasarawa MFB		862,678	2,538	16.34%
191	Obokun MFB	128,989	393	-35.68%	
192	Ogiyan MFB	417	3,539	5.06%	
193	Okigwe Industrial MFB	278,197	338	4.08%	
194	Ologbon MFB	477,725	2,189	8.90%	
195	Onibu-Ore MFB	477,193	33,208	10.62%	
196	Oroke MFB	385,530	1,271	1.24%	
197	Finance Trust	Ouganda	16,284,969	21,652	2.81%
198	FINCA - UGA		19,838,211	56,510	1.74%
199	FOCCAS		1,142,836	16,412	-26.48%
200	Hofokam		2,395,293	14,259	2.79%
201	ISSIA		245,670	1,698	0.85%
202	KSCS		43,541	297	-7.92%
203	KVT		70,300	373	4.80%
204	KYAPS		377,910	1,232	5.14%
205	Madfa SACCO		93,507	1,157	3.40%
206	MAMIDECOT		776,877	1,615	6.53%
207	MED-Net		2,704,079	10,203	-7.56%
208	MFSC		171,077	687	16.30%

	Nom	Pays	Gross Loan Portfolio	Total Borrowers	Return on Assets
209	MUL		1,659,365	3,419	4.88%
210	Opportunity Uganda		14,117,688	19,504	-2.72%
211	SCSCS		156,757	1,007	2.66%
212	Silver Upholders		127,546	1,447	28.85%
213	TBS		60,018	295	-4.23%
214	TERUDET		548,375	12,051	-22.75%
215	UWESO		778,411	14,233	-23.16%
216	VAD		13,512	198	-12.30%
217	CFE		985,852	2,725	1.30%
218	UNION DES COOPECs UMUTANGUHA		Rwanda	1,463,084	3,139
219	UOB	12,825,008		41,250	-0.96%
220	ACEP Senegal	Sénégal	65,466,807	39,617	4.53%
221	CAPEC Dahra		93,876	141	-0.68%
222	CAURIE Micro Finance		8,138,374	47,204	-5.69%
223	CMS		186,492,537	108,002	1.79%
224	intercrec		246,821	240	-10.90%
225	MEC ADEFAP		69,232	202	18.25%
226	MEC AFER		81,128	264	-0.41%
227	MEC Delta		627,158	866	-3.70%
228	MEC FEPRODES		1,988,390	8,352	-5.23%
229	MEC PROPAS		200,051	302	0.44%
230	MECBAS		138,220	1,065	-2.87%
231	MECZOP		239,495	948	-1.18%
232	MicroCred - SEN		34,659,518	21,756	2.91%
233	PAMECAS		67,175,254	82,378	1.20%
234	RECEC/FD		1,070,653	4,291	-6.58%
235	REMECU		1,120,384	10,101	0.99%
236	SEM Fund		116,884	1,479	-35.90%
237	U-IMCEC		15,046,938	15,612	2.29%
238	UGF PAME		98,139	294	6.15%
239	UMEC Sedhiou		797,535	6,840	-5.45%
240	UMECAS	533,408	1,205	-11.19%	
241	ARD	Sierra leone	1,210,411	12,666	15.34%
242	BRAC - SLE		2,723,964	21,308	-14.60%
243	CEDA Sierra Leone		143,690	1,640	-11.73%
244	Finance Salone		2,457,753	22,926	3.11%
245	GGEM Microfinance Services Ltd.		489,196	3,770	6.02%
246	HELP		140,516	1,734	-11.66%
247	LAPO-SLE		869,359	11,322	-2.51%
248	Luma		151,620	2,425	-53.01%
249	MMCB		384,992	1,754	5.54%
250	ProCredit Bank - SLE		5,677,884	3,473	-16.12%
251	YCB	59,919	1,154	8.27%	
252	ACODE	Tchad	393,337	2,720	5.07%
253	UCEC/MK		5,995,480	14,765	-1.89%
254	ASDEB		38,565	591	-17.94%
255	CAPAB		41,504	63	-2.89%
256	CECA		5,308,849	2,575	3.52%

	Nom	Pays	Gross Loan Portfolio	Total Borrowers	Return on Assets
257	COECEPT	Togo	2,700,964	2,483	3.14%
258	FAMER MICROFINANCE		146,077	1,161	-34.26%
259	FECECAV		3,380,263	6,171	-3.89%
260	FUCEC Togo		97,833,277	60,775	1.59%
261	MGPC DEKAWOWO		1,970,253	1,666	2.05%
262	MICROFUND		1,486,854	2,260	1.27%
263	Mutuelle Akwaba		1,000,726	1,904	0.78%
264	OPIC-TOGO		3,231	9	14.92%
265	TIMPAC		35,639	717	-33.25%
266	UCECTO		244,835	538	-2.78%
267	UCMECF-TO		1,413,033	1,744	-8.02%
268	UMECTO		4,024,523	3,744	-26.53%
269	WAGES		26,625,253	27,556	-0.44%
270	Agora - ZMB		Zambie	705,572	4,924
271	CETZAM	2,513,353		5,423	2.88%
272	E-MFI	154,030		984	-24.22%
273	MCF Zambia	152,970		2,040	-35.86%
274	PFSL	599,835		2,851	9.55%
275	PRIDE - ZMB	1,510,279		3,687	-6.43%
276	CSFS	Zimbabwe	163,524	1,017	-9.31%
277	MicroKing		9,104,818	14,945	3.66%
278	Seawatch		35,440	2,000	-0.53%
279	Zambuko Trust	69,076	4,462	30.90%	

Source : Construction de l'auteur à partir de la base de données du MIX

ANNEXE B: MATRICE DE CORRELATION DE PEARSON

	FORM_JUR	AO	ROA	TA_CR	LN_NEA
FORM_JUR	1				
AO	0,029	1,799***			
ROA	0,020	0,212***	1		
TA_CR	0,224***	0,152**	0,155***	1	
LN_NEA	0,139*		0,143**	-0,094	1